

GRAND ORIENT DE FRANCE



Science  
Citoyen

technique

politique

État

LIVRE BLANC

# Après

Les Cahiers thématiques



travail  
égalité  
école

santé  
monnaie  
République

fraternité

économie

Sciences

laïcité

individu  
société

liberté

## La science en débat

Ces contributions sont étayées par :

**Respectable Loge, Axis Mundi, Orient de Draguignan, Région 2**

**Respectable Loge, Bartholdi-Liberté, Orient de Clermont-Ferrand, Région 6**

**Respectable Loge, Les 2 Terres, Orient de Cabestany, Région 8**

**Respectable Loge, L'Égalité, Orient de Perpignan, Région 8**

**Respectable Loge, La Parfaite Union, Orient de Rennes, Région 9**

**Respectable Loge, Intersection, Orient de Paris, Région 12**

**Respectable Loge, Etoile Polaire, Orient de Paris, Région 12**

**Respectable Loge, Montmorency-Luxembourg, Orient de Paris, Région 13**

**Respectable Loge, Univers, Orient de Paris, Région 14**

**Respectable Loge, Les Chevalier de la Fraternité, Orient de Bordeaux, Région 16**

**Respectable Loge, Concorde et Montesquieu, Orient de Bordeaux, Région 16**

**Respectable Loge, Les Cœurs Réunis, Orient de Toulouse, Région 17**

**Respectable Loge, Utopia Soleil Noir, Orient de Toulouse, Région 17**

**Respectable Loge, Réveil du Béarn, Orient de Pau, Région 17**

## En préambule

Les nombreuses failles auxquelles veulent remédier les présentes propositions sont la conséquence d'une politique déshumanisée, imprégnée de néolibéralisme, qui privilégie les résultats financiers à court terme et s'avère incompatible avec notre démarche humaniste.

## Faut-il croire en la science ?

### Contrat de confiance

Quand plusieurs théories scientifiques sont en concurrence laquelle dit la vérité ? Comment s'y retrouver ? Quand on est démuné de connaissances scientifiques, adhérer à une théorie plutôt qu'à une autre peut relever d'une croyance. Qui « croire » ? En effet, penser que telle théorie dit la « vérité » peut relever de l'autorité de celui qui l'énonce. Dans ce cas la science suit la même voie dogmatique que la religion, c'est-à-dire sans faire appel à la raison ou trop peu. On peut parler alors de scientisme.

Le juste milieu est le contrat de confiance, et l'essentiel repose sur la démarche scientifique plus que sur le résultat. On peut sans être spécialiste comprendre la démarche scientifique, expérimentale mise en œuvre pour valider tel ou tel résultat. En effet, si on ne peut accéder à la complète compréhension d'une théorie, on peut, fusse de manière superficielle, comprendre les démarches qui ont permis la construction de tel savoir. On peut aussi se dire que si l'on dispose du temps nécessaire, de la motivation et des capacités intellectuelles requises on peut accéder à un savoir dans un domaine donné précis, à un niveau suffisamment approfondi. Mais dans bien des cas, c'est de confiance qu'il est question. La légitimité d'un groupe de scientifiques, les travaux, les publications, le niveau d'expertise

dans un domaine précis sont autant de garanties. Cependant, certains spécialistes reconnus dans un domaine, à l'instar de prix Nobel, qui profitant de cette notoriété ou « légitimité », s'expriment dans des domaines plus ou moins proches pour lequel ils ne sont pas vraiment experts, et ne sont pas à l'abri d'énoncer quelques contre-vérités.

## Science et laïcité

La science est intrinsèquement laïque. La science est un espace de neutralité laïque : elle ne s'occupe pas de Dieu, elle n'a à démontrer ni l'existence ni la non-existence de Dieu. La science n'est ni pour ni contre Dieu : elle est indifférente à l'idée de Dieu. Les sciences par leur caractère universel unissent les hommes sans remettre en cause la liberté individuelle d'opter pour une métaphysique de leur choix. Ainsi, par leur neutralité vis-à-vis des options spirituelles et par leur universalisme, les sciences sont intrinsèquement laïques. Comme la laïcité, les sciences s'inscrivent dans l'espace public. La laïcité en France repose pour l'essentiel sur la loi de séparation de 1905. Il est à remarquer que l'École a été séparée des Églises par les lois de Jules Ferry quelques décennies avant l'État. Quant à la science, elle a commencé à s'émanciper au XVII<sup>e</sup> avec Le discours de la méthode de Descartes, la démarche expérimentale de Galilée ... Ce qui caractérise le plus cette époque d'émancipation de la science est l'anti-aristotélisme. Rappelons que lors du concile de Trente de 1545 à 1563, l'Église catholique romaine a fait d'Aristote sa référence universelle : ce qu'avait pu avancer Aristote deux millénaires auparavant devenait la vérité absolue. Galilée, Descartes et en général les savants de cette époque qui ont fait avancer la science, étaient tous anti-aristotéliques.

Nous vivons une période où la science s'élabore au jour le jour prise dans une course contre la montre. Elle s'extrait des laboratoires de recherche et envahit l'espace médiatique. Or la recherche scientifique a besoin de sérénité et de temps. Certes le temps presse, mais il est important de ne pas se départir, pour répondre dans l'urgence et de manière précipitée, de la démarche scientifique. La science n'est pas un réservoir de vérités absolues. Contrairement à la religion, ses théories sont biodégradables sous l'effet de découvertes nouvelles ; le temps est une variable qui permet de séparer les connaissances et les croyances : les croyances évoluent peu au cours du temps, alors que les connaissances évoluent sans cesse. La mise en doute raisonnée et les controverses sont des moteurs nécessaires à l'avancement de la science.

## Peut-on avoir confiance en la science comme nouvel outil du citoyen ?

Redonner confiance, combattre l'ignorance. La circulation virale de rumeurs et de fausses informations est telle qu'elle a été judicieusement qualifiée d'« infodémie » par le Dr Sylvie Briand de l'OMS.

Entre décideurs et experts, chercheurs et profanes, l'ignorance face à la pandémie n'est pas de la même nature. L'ignorance rend, peut-on dire malheureusement, possible une nouvelle forme d'échange entre science et opinion. Dans l'Antiquité, les Anciens reconnaissaient à la doxa une forme de connaissance pragmatique.

La vulgarisation, l'animation culturelle scientifique, les débats publics sont autant d'outils qui permettraient de combattre l'ignorance du citoyen adulte pour lequel la formation de base scolaire n'est pas toujours suffisante faute de temps et de priorités.

Se comporter en citoyen, donc y compris le politique, c'est nécessairement posséder un degré minimal de savoirs scientifiques, d'alphabétisation scientifique. Cela passe aussi pour tous par le devoir :

de se procurer et d'étudier les informations scientifiques ;

de s'engager dans une réflexion sur les sciences ;

de participer aux dialogues scientifiques pour passer d'une démocratie représentative à une « démocratie dialogique » ;

de participer aux choix de politique technoscientifique.

La biopolitique est sur le devant de la scène (quarantaine, attestations de déplacement, traçage des individus...) et les dernières mesures gouvernementales ne font qu'alimenter et ancrer une société de contrôle, très au point dans les régimes totalitaires.

De nouvelles pratiques sont déjà utilisées dans le traitement de la crise du changement climatique : les courbes et les variables stratégiques sont accessibles au public ; les citoyens ont été conviés à participer à la discussion de certaines hypothèses durant l'organisation de la conférence sur le climat.

La modélisation et les courbes sont les éléments clé. Ils permettent de déterminer les comportements à avoir afin de lisser la courbe c'est-à-dire pour la maladie Covid 19 ne pas concentrer dans le temps et l'espace les contaminations et ne pas saturer le système hospitalier.

Dans un monde où tous les humains morts et vivants, malades ou pas, deviennent de fait des objets d'expérience, de tests ou d'essais cliniques, des données statistiques, la pratique de la recherche doit devenir collective et globale. Il ne faut pas ignorer les problèmes qui peuvent être générés tels que : l'autonomie des personnes, les dispositifs de contrôle et de surveillance de la vie privée par les *big data*, les préoccupations sanitaires, la coordination des différentes manières de pratiquer la recherche y compris par la pluridisciplinarité.

Pour pouvoir avoir confiance en la science, à côté de la systématisation, de la méthode, de la vulgarisation, l'utilisation de nouvelles pratiques à la disposition de tous citoyens sont à encourager et développer, car la science est aussi la « somme de connaissances qu'un individu possède ou peut acquérir par l'étude, la réflexion ou l'expérience. » Mais tout cela ne se fait pas dans l'urgence et le temps court. Donner du temps, se donner du temps fait aussi partie de la réponse.

## Place de l'expertise dans nos sociétés modernes

Nous proposons d'encourager la prise de parole publique d'une expertise légitime, libre, transparente, éthique et indépendante.

Cette prise de parole pourrait être favorisée par des actions concrètes :

Identifier les meilleurs experts dans chaque discipline selon des critères transparents (production scientifique, reconnaissance par les pairs, ou même par tirage au sort au sein d'un panel avec renouvellement régulier) et les encourager à communiquer dans les médias modernes (télévision et digital) dans une forme destinée à un auditoire large ;

Ces experts doivent être libres de parole et se rendre disponibles pour communiquer avec tout forum citoyen (éventuellement réuni lors de concertations comme celle récente sur le climat) et les médias grand publics ;

Les experts doivent être formés à la communication (média training obligatoire et dès l'école pour les jeunes générations) ;

La liste de ces experts pour chaque période sera publiée sur un site dédié et géré par une autorité indépendante (une autorité existante de préférence), le procédé de sélection des experts sera également présenté en toute transparence ;

Sollicitation publique d'experts par le politique sur des critères clairs et transparents avec un cahier des charges rendu public. Les experts retenus, notamment pour conseiller la décision politique, doivent pouvoir communiquer les résultats de leurs réflexions et de leurs travaux publiquement ;

Déclarer de façon transparente d'éventuels conflits d'intérêt, qui peuvent apparaître dans la construction de la connaissance scientifique. Ils ne doivent pas empêcher une personne de s'exprimer ou de travailler pour la collectivité et la décision publique ;

Inscrire dans les objectifs des agences publiques et privées expertes celui de communiquer au grand public comme le font déjà certaines agences comme la Haute Autorité de Santé.

Déterminer la place des experts dans les procédures de gestion de crise.

## Nos relations à la science, à la technique et à la production de biens ont une nouvelle fois été interrogées. Entre pensée magique, capacité infinie et limitation, quels enseignements en tirer ?

La sérendipité est de mise, il faut ouvrir la science en action à la survenue de ces hasards heureux qui émergent sans crier gare. Il faut protéger les scientifiques et tous celles et ceux qui rendent leur activité de recherche possible, en leur offrant la sérénité de salaires attractifs, de conditions de travail stimulantes, de liberté dans le développement de leurs actions. Qu'ils aient à rendre compte de leur activité, cela va de soi. Que ce compte-rendu soit à effectuer a priori, voilà qui va à l'encontre même de la démarche. A cet égard, les financements portés par le European Research Council (ERC) sont un exemple à suivre et à développer plus largement. Un appel à projets certes, mais sans aucune autre orientation que la recherche de l'excellence. Une sélection qui conduit à un financement de cinq ans suffisant pour constituer une véritable équipe et s'attaquer sereinement à des sujets ambitieux.

L'existence d'un conseiller scientifique auprès du chef de l'État permettrait d'incarner cette nécessaire place de premier rang de la recherche dans notre société. Sur le modèle du « scientifique en chef » du Québec, dont le rôle est de conseiller l'exécutif sur des sujets de recherche et d'innovation, mais également de promouvoir les carrières scientifiques. Un conseiller scientifique doit être en mesure de mobiliser les bonnes communautés en fonction des sujets et porter cette parole scientifique auprès de nos concitoyens.

Un renforcement de l'enseignement de l'épistémologie au collège et au lycée. L'école et l'université doivent bien sûr tenir un rôle prépondérant de liant entre la fonction de production des connaissances et la fonction de transmission, par la formation, ou la diffusion des connaissances par les médias. Cela pourrait passer par exemple par un renforcement de l'enseignement de l'épistémologie au collège et au lycée afin que les fondamentaux de la recherche scientifique soient connus de tous et afin de donner aux citoyens les moyens de disposer d'un regard éclairé sur les prises de paroles scientifiques.

Création d'un poste de conseiller scientifique auprès du chef de l'État.

## Crise sanitaire et statut de la science

Organiser un débat de fond sur l'autonomie de la décision politique par rapport au débat scientifique. In fine, il semble que la pandémie de coronavirus constitue une opportunité pour organiser un débat de fond sur la politique de santé publique en France et le rôle respectif des scientifiques et des politiques. Il serait intéressant de réaffirmer l'autonomie de la décision politique par rapport au débat scientifique. La première doit accepter de s'imposer en situation d'incertitude et le second doit reconnaître sa nature incertaine, provisoire et conflictuelle. La lutte contre une pandémie est soumise à beaucoup d'autres paramètres que les connaissances scientifiques et médicales : considérations politiques, économiques, sociales notamment. Le confinement est, à cet égard, un cas d'école.

En ce qui concerne la question proprement scientifique, il serait utile de travailler à l'élévation du niveau de connaissance des conditions de production de la science par nos concitoyens. Cela pourrait notamment passer par un renforcement de l'enseignement de l'épistémologie au collège et au lycée. Une épistémologie pratique, qui pourrait s'appuyer sur des exemples concrets comme l'épidémie coronavirus pour faire réfléchir les élèves et augmenter le sens critique et leur capacité de compréhension de ces enjeux. Pour tous publics, y compris les adultes, il serait possible de développer des vidéos pédagogiques sur le sujet à diffuser sur les plateformes – la crise ayant montré le succès de ces formats.

La science qui évolue sans cesse doit nous permettre de trouver de nouvelles solutions pour résoudre les problèmes dans tous les domaines. Dans le domaine de la santé avec des progrès extraordinaires qui permettront de traiter les maladies bien avant qu'elles ne commencent à dégrader le corps. On commence à intervenir sur le fœtus. La régénération d'organes grâce aux cellules souches avance rapidement. Dans le domaine des nouvelles énergies : la fusion nucléaire la maîtrise industrielle de l'hydrogène mais d'une manière non polluante etc...prendront le relais du pétrole. Dans le domaine de l'agriculture enfin ou de nouvelles formes de production permettront de nourrir la population mondiale.

Depuis quelques années, le numérique et l'intelligence artificielle dont le développement est explosif, sont en train d'amener une vraie révolution qui bouleversera en profondeur notre société. N'oublions pas que dans l'évolution des civilisations les sauts technologiques se sont faits à coup de découvertes qui ont bouleversé à chaque fois la société, mais qui se sont traduits globalement par de vrais progrès et généralement du travail pour de nouvelles couches de travailleurs.

## Les décisions politiques sont parfois appuyées sur des expertises scientifiques qui peuvent avoir l'apparence de la confusion notamment en matière de santé publique. Comment s'y retrouver ?

### La confiance repose sur 3 piliers

Pour s'y retrouver en matière de santé il faut donc se donner du temps, se garder du sensationnalisme, de ce qui est rapide, immédiat ou « préliminaire ». Il faut comprendre que les médias de masse ont pour objectif de ne pas rater une « actualité », d'aller le plus vite possible au risque de dérapier. Enfin il faut prendre le temps d'aller aux sources, d'une part suivre et protéger les lanceurs d'alerte afin de pouvoir éventuellement anticiper et/ou suivre les recommandations de l'OMS ; mais aussi se diriger vers les publications de référence. Fille de la science La vulgarisation est une nécessité qui demande longue patience, humilité, et recul. La confiance doit également être de mise dans un Conseil Scientifique « indépendant » des conflits d'intérêts bien trop souvent à la solde des laboratoires pharmaceutiques, ou l'on doit privilégier l'intérêt général et mettre de côté la notoriété et les intérêts personnels. La confusion peut naître de ce manque de transparence sur les choix et prises de décisions apportées. La recherche, la clarté des sources, des données et le temps sont évidemment nécessaires à la science ; mais dans ce sens nos valeurs humanistes vont à l'encontre d'étude par placebo en urgence sanitaire, ou la vie ne doit pas être question de loterie !

Le temps « perdu » de la recherche, le silence qui l'accompagne, la vérification des sources sont les trois piliers de la confiance.

## Vers un progrès maîtrisé et universel

Pour réorienter le progrès au service de l'Humanité, des propositions concrètes concernant les brevets :

Le brevet déposé serait étudié par une commission internationale et recevrait un coefficient déterminé par son utilité publique. Plus le brevet serait au service de l'Humanité, plus son coefficient serait faible. Pour pouvoir exploiter le brevet, y compris pour l'entreprise qui le dépose, il faudrait payer une somme forfaitaire à laquelle serait appliquée ledit coefficient. Une réduction serait évidemment appliquée à l'entité ayant financé et réalisé les recherches.

Les brevets ayant les coefficients les plus faibles (seuil à déterminer) se verraient offerts pour une exploitation publique uniquement à tous les états membres.

Les autres brevets seraient mis sur le marché avec un prix de vente déterminé par l'entité créatrice, majoré par le coefficient.

L'objectif étant d'inciter les scientifiques, chercheurs, ingénieurs ou entreprises à privilégier en priorité l'intérêt de l'Humanité dans leur projet de recherche et développement tout en utilisant la valeur courante actuelle, à savoir la finance.

La maîtrise et la gestion des progrès scientifiques et techniques passeraient par un contrôle et un suivi de l'utilisation des découvertes par un organisme indépendant qui aurait pour objectif premier l'augmentation du bonheur de l'Humanité du vivant et de la planète. Cet organisme serait le garant, de la protection et de la distribution Universelle sans distinction, des biens communs à toute l'Humanité.

Pour cela des mesures clefs semblent indispensables :

- Nécessité d'une recherche fondamentale publique, totalement indépendante, doté d'un financement uniquement public et important. Prévenir la fuite des cerveaux par des salaires décents et en donnant des moyens aux jeunes chercheurs qui prennent des risques.
- Nécessité d'une coopération internationale libre des chercheurs.
- Répartir et financer des centres de recherche de très haut niveau dans toute l'Europe.
- Pour toute recherche, publication de l'intégralité des résultats en libre-accès, uniquement dans des revues à comité de lecture expert. Pas de communication aux médias avant acceptation de l'article dans un journal scientifique.
- Réintégrer la recherche appliquée dans l'entreprise, notamment en conditionnant l'attribution du Crédit Impôt Recherche à sa réelle utilisation pour la recherche.
- Enseignement : formation à l'esprit critique dès le primaire, corriger le déficit de formation scientifique des enseignants du primaire et renforcer la mathématisation des sciences pour les élèves du secondaire.
- Favoriser la recherche participative associant des citoyens et des laboratoires de recherche,
- Formation scientifique des journalistes et des politiques, présence d'experts à tout débat scientifique dans les médias.
- Négationnisme scientifique : reconnaître comme crime contre l'humanité les décisions des dirigeants politiques prises à l'encontre du consensus scientifique et ayant porté atteinte à la santé ou la vie dans une population. Adoption d'un crime d'écocide au plan national et européen.

## Science et technique quelle souveraineté scientifique ? Un nécessaire repositionnement après crise

Face à la crise, la population s'est organisée hors des structures administratives officielles ; elle a déployé des solidarités ; les petites mains ont produit des masques ; des distillateurs ont distribué de l'alcool pour confectionner des gels hydro alcooliques ; des regroupements spontanés ont été effectués pour les déplacements ; les producteurs de produits frais ont distribué sur place ; les familles ont hébergé leurs parents situés dans des zones à risques etc... L'ingéniosité, l'adaptabilité, les savoir-faire ont pu pallier les déficiences diverses et variées.

Cette crise a montré combien notre pays est vulnérable pour des produits de sécurité sanitaire et de première nécessité. Ces produits stratégiques que notre pays a la capacité technologique de produire devraient être sortis de la convoitise avide de groupes financiers internationaux, et rapatriés en Europe.

Ce constat fait, on s'aperçoit que les rapports entre chacun apparaissent très tendus et ne permettent pas à la société de faire corps car l'heure n'est plus à l'écoute mais à la parole omniprésente, aux débats contradictoires incessants demandant plus souvent d'être de l'avis de l'un ou de l'autre plutôt que de construire une réponse commune à travers les prises de paroles de chacun. L'explication, le raisonnement logique et rationnel devient l'exception ou est noyé dans un flot d'informations que l'individu ne prend plus le temps de déchiffrer.

Comment organise-t-on un dialogue et la compréhension entre ceux qui « subissent » et ceux qui « créent » ? Comment faire pour que chacun puisse gérer l'évolution technologique sans la subir ?

Qu'est-ce qu'être citoyen sur un débat public sur la technologie ?

Comment le débat public doit être organisé pour que ceux qui soit proposé, soit accepté par tous ?

## Énergies fossiles et fissiles

Réduire l'utilisation jusqu'à cesser d'utiliser les énergies fossiles et fissiles est un objectif pour une société responsable. C'est un fait : le pétrole (et dans une moindre mesure le gaz) est une énergie phénoménale. Une faible quantité vous transporte sur des centaines de kilomètres. Quant au nucléaire, il fournit une quantité astronomique d'électricité à des centaines de milliers de foyers décarbonée à partir d'un seul site. Cependant, le changement climatique, l'indépendance énergétique et la gestion des déchets nucléaires rendent indispensable cette transition.

Celle-ci est loin d'être simple. Elle s'articule, comme l'a théorisée l'association Négawatt, autour de trois étapes :

- La sobriété énergétique : éliminer toutes les consommations inutiles. C'est par exemple abandonner les panneaux publicitaires à LED, l'éclairage nocturne des zones industrielles, le surchauffage des logements... ;
- L'efficacité énergétique : améliorer l'usage de l'énergie afin d'atteindre les mêmes objectifs avec moins d'énergie. Cela implique de rendre les appareils le moins gourmands possible (les appareils électroniques toujours en veille par exemple), d'isoler correctement les logements, de privilégier les véhicules plus légers en ville (citadines au lieu de SUV, par exemple) ;
- Les énergies renouvelables : enfin, développer toutes les sources d'énergie renouvelables pour satisfaire des besoins qui auront donc été réduits au minimum. Cela passe par des installations hydrauliques optimisées et des implantations de panneaux solaires thermiques (un potentiel important encore), d'éoliennes et des panneaux photovoltaïques si leur fabrication est relocalisée en Europe, le développement de la production d'hydrogène à partir de sources renouvelables...

Cette transition, comme toute révolution, va nécessiter des efforts de chacun, de la part de l'individu jusqu'à l'État en passant évidemment par toutes les entités socio-économiques (entreprises, services publics, associations).

Des changements de comportement individuel inéluctables qui risquent d'entraîner des tensions sociales si elles ne sont pas expliquées et surtout si elles ne sont pas accompagnées de solutions de substitution raisonnables. Des changements de paradigmes au niveau des entreprises : faire des bénéfices, oui, mais pas au détriment de l'environnement et surtout des êtres humains qui y travaillent. Des changements dans les politiques menées trop souvent à court terme, pour des ambitions électorales. Les programmes de développement des énergies renouvelables ne doivent plus être jaugés à l'orée d'un rendement immédiat et surtout croissant.

Les énergies fossiles et fissiles ont été une manne au XXème pour les progrès humains. Mais le tribut qu'elles font aujourd'hui peser sur l'environnement et donc sur nos espaces vitaux est désormais insoutenable. La transition est incontournable.

La transition énergétique, comme toute révolution, va nécessiter des efforts de chacun, de la part de l'individu jusqu'à l'État en passant évidemment par toutes les entités socio-économiques (entreprises, services publics, associations) au travers de 3 étapes : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables.

## Penser les sciences et les techniques



L'esprit scientifique doit être fait de qualités morales : amour du vrai, de la recherche, de la curiosité, de tolérance vis-à-vis d'autrui et de modestie vis-à-vis de soi-même. En effet, il n'est pas inné et se construit en se réformant ; cette réforme donne accès à un humanisme de plus en plus large. La science et la technique permettent à la nature de s'éclairer de significations intellectuelles donc humaines. La réussite de la science et de la technique est la preuve que l'effort dans la recherche de la connaissance n'est pas vain.

L'écueil serait de ne pas voir que la science et la technique qui en découle n'entre pas en contradiction avec d'autres exigences : ainsi se poseraient des problèmes moraux. Une double erreur serait de penser aussi que sciences et techniques pourraient donner une réponse à tous les problèmes ou de les accuser de générer d'effroyables problèmes que ses applications pourraient générer.

Sciences et techniques doivent donc déboucher sur un humanisme authentique. Cet univers d'humanisme et de fraternité trouve sa résonance dans l'école des arts et métiers créée au 18<sup>ème</sup> siècle par De Liancourt.

Mais cela implique un changement radical de paradigmes et de schéma de société. Y sommes-nous prêts ?

Il semble que les réglementations et interdictions ne sont globalement tolérées qu'en cas de menace immédiate, ou ressentie comme telle (pandémie, guerre, famine...). Aussitôt la menace écartée (même de façon éphémère), les anciennes habitudes reprennent le pas. La métanoïa ne s'opère pas car elle ne s'origine pas dans une prise de conscience intérieure et les règles de sécurité sont ressenties comme une entrave à la liberté individuelle.

Cette conclusion peut sembler pessimiste, mais il est avéré que les questions soulevées lors du confinement, et traitées dans ce Livre Blanc, sont presque exactement les mêmes que celles apparues après la première crise pétrolière de 1973, mettant fin aux trente Glorieuses, il y a donc presque un demi-siècle : dépendance pétrolière, dangers du libéralisme, pollution, villes surpeuplées, voiture reine, pas de politique de transition écologique, etc.

La mise en place de réelles solutions économiques et sociales ne semble donc pouvoir être mise en place que dans un cadre politique (au sens premier) opératif fondé sur d'authentiques valeurs humanistes. Les Francs-Maçons ont certainement un rôle à jouer, à condition d'être écoutés et, surtout, entendus.